



De l'affaire Tornado Cash

Actualité législative publié le 27/01/2025, vu 14 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

L'affaire Tornado Cash illustre les tensions complexes entre la régulation des nouvelles technologies, la sécurité nationale, la confidentialité des utilisateurs et la liberté d'expression

Introduction

L'affaire Tornado Cash, qui a émergé au cours de l'année 2022, a marqué un tournant majeur dans le monde des crypto-monnaies, soulevant des questions complexes concernant la régulation, la confidentialité, et les libertés numériques. Tornado Cash est un protocole de "mixage" basé sur la blockchain Ethereum, conçu pour permettre aux utilisateurs de dissimuler l'origine et la destination de leurs transactions en cryptomonnaies. Cependant, l'outil est devenu le centre d'une controverse juridique mondiale après que le Département du Trésor américain l'ait sanctionné pour son implication dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Cet article propose une analyse détaillée de cette affaire en examinant les différents aspects juridiques, les enjeux liés à la réglementation des cryptomonnaies, ainsi que les implications pour la confidentialité et la liberté des utilisateurs dans un écosystème numérique en constante évolution.

I. Le Protocole Tornado Cash et son Fonctionnement

Tornado Cash est un protocole de mixage de cryptomonnaies développé sur la blockchain Ethereum. Son objectif principal est de permettre l'anonymisation des transactions en dissimulant les liens entre les adresses d'envoi et de réception. En utilisant des techniques de "mixing", les utilisateurs peuvent "mélanger" leurs fonds avec d'autres utilisateurs, rendant ainsi la traçabilité des transactions plus difficile. Ce processus est important pour certains utilisateurs cherchant à protéger leur vie privée dans un environnement souvent perçu comme transparent et ouvert.

Le protocole Tornado Cash s'appuie sur des contrats intelligents qui permettent de réaliser ces opérations de manière décentralisée, sans nécessiter d'intermédiaires. L'outil a rapidement gagné en popularité parmi les utilisateurs cherchant à protéger leur anonymat. Cependant, ce même anonymat a conduit à des abus, notamment en facilitant le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, et le financement d'activités illégales.

II. Les Sanctions Américaines et les Motifs

L'affaire a pris une tournure juridique importante en août 2022, lorsque le Bureau du Contrôle des Actifs Étrangers (OFAC) du Département du Trésor des États-Unis a sanctionné Tornado Cash en vertu de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA). L'OFAC a justifié cette décision en affirmant que Tornado Cash avait été utilisé pour blanchir des fonds issus d'activités

criminelles, notamment du vol de fonds par des hackers et des ransomwares, et qu'il facilitait également le financement d'activités terroristes.

Le gouvernement américain a particulièrement pointé du doigt l'utilisation de Tornado Cash par des entités comme le groupe de hackers nord-coréen Lazarus, responsable de plusieurs cyberattaques et de vols massifs. Tornado Cash aurait été utilisé pour blanchir des fonds provenant de ces cybercrimes, ce qui a conduit à l'activation des sanctions.

Les sanctions ont été radicales : elles interdisaient toute transaction avec Tornado Cash et imposaient des restrictions sur les utilisateurs, plateformes et entreprises traitant avec ce protocole. Le code source de Tornado Cash, accessible au public sur des plateformes comme GitHub, a également été censuré, provoquant un débat sur la régulation du code informatique en tant que forme de speech ou de communication.

III. La Question de la Responsabilité et de la Décentralisation

Une des principales questions soulevées par cette affaire réside dans la responsabilité des créateurs et des développeurs de Tornado Cash. Les sanctions imposées par l'OFAC ont non seulement affecté le protocole lui-même, mais aussi plusieurs personnes associées à son développement, y compris des développeurs open-source. L'une des figures centrales de l'affaire fut Alexey Pertsev, un développeur de Tornado Cash, arrêté aux Pays-Bas en août 2022 en raison de son rôle présumé dans le développement du protocole.

La question juridique ici est de savoir si les développeurs de Tornado Cash peuvent être tenus responsables de l'utilisation illicite de leur code. En effet, le protocole est open-source, ce qui signifie que tout individu peut l'utiliser pour des fins diverses, légales ou illégales. Cette situation soulève un dilemme concernant la ligne de responsabilité entre la création d'une technologie (ou d'un code informatique) et son usage ultérieur. L'argument en faveur de la décentralisation et de la neutralité du code se heurte à la réalité des utilisations abusives de certains outils numériques.

En réponse à cette question, certains experts juridiques affirment que, comme pour toute technologie, les développeurs ne devraient pas être responsables des usages criminels faits de leur produit, tandis que d'autres considèrent qu'ils doivent être tenus responsables s'ils ont contribué à la création d'un système spécifiquement conçu pour dissimuler des transactions illicites.

IV. La Portée des Sanctions et les Risques pour la Liberté Numérique

L'imposition de sanctions contre Tornado Cash a des implications profondes pour la confidentialité des utilisateurs de cryptomonnaies. Le mixage des transactions est, pour certains, une pratique légitime visant à protéger leur vie privée, un droit fondamental dans de nombreuses juridictions. De plus, la régulation excessive des outils décentralisés pourrait avoir un effet dissuasif sur l'innovation dans le secteur des technologies blockchain.

Les sanctions, en bloquant l'accès au protocole et en menaçant de poursuivre les développeurs, soulèvent également des questions sur la liberté d'expression et l'interférence gouvernementale dans l'espace numérique. En effet, le code source d'un logiciel peut être considéré comme une forme d'expression, protégée par le Premier Amendement aux États-Unis. Cette dimension constitutionnelle a été explorée dans certains recours, notamment par des défenseurs des libertés numériques.

Par ailleurs, l'affaire Tornado Cash fait écho aux débats plus larges sur la régulation des

cryptomonnaies, un secteur en pleine expansion. Les autorités cherchent à concilier la sécurité nationale, la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection de la vie privée des utilisateurs. Cependant, la multiplication des réglementations sur les plateformes décentralisées et les services comme Tornado Cash pourrait rendre plus difficile l'équilibre entre ces deux impératifs.

V. Perspectives et Enjeux Futurs

L'affaire Tornado Cash pourrait avoir des conséquences à long terme sur la régulation des technologies blockchain et des cryptomonnaies. D'une part, les régulateurs pourraient se montrer plus vigilants et adopter une approche plus restrictive vis-à-vis des technologies de mixage. D'autre part, cette affaire pourrait également nourrir les appels en faveur de plus de protections pour la vie privée et de garanties sur les libertés numériques dans un monde de plus en plus numérisé.

De plus, la communauté des développeurs de blockchain pourrait être amenée à repenser les implications légales de l'écriture de code, notamment en matière de responsabilité et d'éthique. Il sera intéressant de suivre l'évolution des recours juridiques en cours, ainsi que les décisions des tribunaux qui pourraient redéfinir les contours de la régulation des cryptomonnaies et des technologies décentralisées.